

MC/2320

**Original : anglais
3 novembre 2011**

CENTIEME SESSION

**DEMANDE D'ADMISSION DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DEMOCRATIQUE
D'ETHIOPIE EN TANT QUE MEMBRE DE L'ORGANISATION**

**DEMANDE D'ADMISSION DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DEMOCRATIQUE
D'ETHIOPIE EN TANT QUE MEMBRE DE L'ORGANISATION**

1. La République fédérale démocratique d'Ethiopie a adressé le 31 mars 2011 une lettre par laquelle elle demande à être admise en qualité de Membre de l'Organisation internationale pour les migrations. Les copies de cette lettre et de la réponse du Directeur général datée du 14 avril 2011 sont jointes en annexe.
2. Conformément à l'article 2 b) de la Constitution, il appartient au Conseil de statuer sur la demande d'adhésion de la République fédérale démocratique d'Ethiopie et sur le taux de sa contribution financière aux dépenses d'administration de l'Organisation, que le Directeur général recommande de fixer à 0,0087 % du total des contributions assignées aux Etats Membres au titre de la partie administrative du budget
3. Un projet de résolution correspondant sera soumis au Conseil pour examen.

Annexe I

**LETTRE DATEE DU 31 MARS 2011 ADRESSEE PAR LE
VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DEMOCRATIQUE
D'ETHIOPIE AU DIRECTEUR GENERAL DE L'ORGANISATION
INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS**

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de me référer aux relations existant entre le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Le Gouvernement de mon pays souhaite établir des relations plus étroites avec votre organisation, et a l'honneur de demander à devenir membre de l'Organisation internationale pour les migrations, conformément aux dispositions de l'article 2 b) de sa Constitution.

Le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie accepte la Constitution de l'Organisation internationale pour les migrations et les amendements y relatifs du 24 novembre 1998, conformément à ses règles constitutionnelles internes, ainsi que les obligations qui découlent de la qualité de Membre. Il s'engage en outre à apporter une contribution financière aux dépenses d'administration de l'Organisation, dont le taux sera convenu entre le Conseil de l'OIM et le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie.

[Formule de politesse]

Annexe II

**LETTE DATEE DU 14 AVRIL 2011 ADRESSEE PAR LE DIRECTEUR GENERAL
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS AU
VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE
LA REPUBLIQUE FEDERALE DEMOCRATIQUE D'ETHIOPIE**

Monsieur le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 31 mars 2011 par laquelle vous m'informez que le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie souhaite adhérer à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), conformément à l'article 2 b) de la Constitution.

Je note que votre gouvernement accepte la Constitution de l'OIM et les amendements y relatifs du 24 novembre 1998, conformément à ses règles constitutionnelles internes, ainsi que les obligations qui découlent de la qualité de Membre. Je note en outre qu'il s'engage à apporter aux dépenses d'administration de l'Organisation une contribution financière, dont le taux sera convenu entre le Conseil de l'OIM et votre gouvernement.

Convaincu que la demande d'admission de votre gouvernement sera accueillie avec satisfaction par les Etats Membres de l'OIM, je tiens à vous dire combien je me réjouis de ce renforcement des relations déjà étroites et cordiales entre la République fédérale démocratique d'Ethiopie et l'OIM.

J'ai le plaisir de vous informer que la centième session du Conseil, au cours de laquelle la demande de votre gouvernement sera soumise aux Etats Membres de l'OIM pour approbation, se tiendra à Genève du 5 au 7 décembre 2011.

Un document soumettant formellement la demande d'adhésion de votre gouvernement sera remis à tous les Etats Membres. Vous en recevrez un exemplaire, avec des détails complémentaires sur la tenue de la session du Conseil et sur la procédure relative à l'examen de la demande d'adhésion de votre pays.

[Formule de politesse]